Amnesty dénonce un "climat politique extrêmement tendu" au Burundi

Amnesty International,Â 27 avril 2020 Burundi. Lancement de la campagne Ã©lectorale dans un contexte de COVID-19, de harcÃ¨lement et de tensions La campagne Ã©lectorale pour lâ€™Ã©lection prÃ©sidentielle du 20Â mai a officiellement dÃ©
aujourdâ€™hui, dans un contexte de pandÃ©mie de COVID-19 et de manÅ“uvres dâ€™intimidation persistantes exercÃ©es par
Imbonerakure, les membres de la ligue des jeunes du parti au pouvoir, le Conseil national pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie - Forces pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie (CNDD-FDD).
Â«Â Des rÃ©fugiÃ©s qui ont fui nous ont invariablement dit avoir Ã©tÃ© harcelÃ©s par les Imbonerakure en raison de leur opposition rÃ©elle ou supposÃ©e au pouvoir en placeÂ ; ils Ã©taient surveillÃ©s de trÃ¨s prÃ¨s et menacÃ©s quand ils ne participaient pas aux rassemblements organisÃ©s par le parti au pouvoir, a dÃ©clarÃ© Deprose Muchena, directeur rÃ©gional pour lâ€™Afrique de lâ€™Est et lâ€™Afrique australe Ã Amnesty International. Des membres du principal parti dâ€™oppositio
CongrÃ¨s national pour la libertÃ© (CNL), ont eux aussi Ã©tÃ© maintes fois menacÃ©s, attaquÃ©s, arrÃªtÃ©s et mÃªme tuÃ©s de leur affiliation politique. Lâ€™an dernier, des organisations et des mÃ©dias qui auraient normalement fourni des informations indÃ©pendantes ont Ã©tÃ© fermÃ©s ou rÃ©duits au silence. Par exemple, le bureau des Nations unies pour la protection des droits humains a Ã©tÃ© fermÃ© en fÃ©vrier 2019. La radio de la BBC et la VOA (Voice of America) ont reÃ§u lâ€™interdiction de diffuser leurs programmes dans le pays, et la plupart des mÃ©dias et organisations de dÃ©fense des droits humains indÃ©pendants locaux ont eux aussi Ã©tÃ© fermÃ©s â€“Â et un grand nombre de leurs employÃ©s ont fui le pays. Les courageux dÃ©fenseurÂ·eÂ·s des droits humains et journalistes qui continuent de travailler dans le pays, et qui sont peu nombreux, font lâ€™objet de manÅ“uvres de harcÃ¨lement et dâ€™intimidation incessantes, notamment de menaces de mort et poursuites judiciaires basÃ©es sur des accusations fallacieuses. Â«Â Le climat politique est extrÃªmement tendu au Burundi, et des institutions privÃ©es qui ont pris des mesures pour lutter contre le COVID-19 ont Ã©tÃ© menacÃ©es de sanctions. Compte tenu de l'importance des enjeux actuels, le respect des droits humains des Burundais et Burundaises devrait Ãªtre au centre des dÃ©cisions qui sont prises en cette pÃ©riode Ã©lectoraleÂ Â», a dÃ©clarÃ© Deprose Muchena.